

Provoqué par les bouleversements qui se précipitent actuellement, l'Ouest devra relever le défi en démontrant sa solidarité, sans discussions infructueuses, sans aucunes machinations politiques ni techniques administratives de retardement.

Début Novembre dernier, qui donc aurait osé prétendre que le "Mur de Berlin" - glorifié par les uns et maudit par les autres, alors qu'il n'était en réalité qu'une barrière avilissante - serait ouvert en quelques jours comme une passoire usée ? Tous ces prophètes auraient récolté les brimades unanimes et on les aurait sans doute traités de toqués.

Mais il est facile aujourd'hui de comprendre l'euphorie envahissante de ces familles séparées artificiellement depuis 40 ans par ce mur de la honte.

Pourtant, lorsqu'on entend certains politiciens, avec les médias déchaînés ou comme l'homme de la rue, considérer cette barrière, brisée comme la réunification accomplie des deux Allemagnes, cela serait pour le moins prématuré, voire déplacé ou irresponsable même.

Dans une vraie démocratie, des élections libres et le droit d'auto-détermination (le droit de tout peuple à disposer librement de lui-même) sont naturellement garantis à chacun de nous. Mais dans ce cas particulier, il faudra d'abord résoudre certains problèmes majeurs qu'on ne saurait écarter sans plus.

Car le passé qui n'a pu être surmonté jusqu'ici semble rattraper les Allemands eux-mêmes; ce lourd passé avec lequel ils doivent s'expliquer à présent, qu'ils le veuillent ou non.

N'oublions d'abord pas le fait qu'il existe aujourd'hui deux états allemands, issus d'une séparation voulue et qui, souverains à présents sont de plein droit membres de l'O.N.U., mais aussi de deux pactes différents. Toute précipitation artificielle dans une restauration de l'unité allemande au coeur de l'Europe d'aujourd'hui ne pourrait qu'être néfaste à tous, des deux côtés de ce mur effondré.

Il faudra donc agir avec prudence et circonspection. Car il nous reste à construire cette Europe pluraliste avec une démocratie parlementaire basée sur la liberté et une économie libre, avant de revenir, sans traité de paix préalable, à une Allemagne qui serait à l'image de celle d'avant-guerre qui, n'hésitions pas le dire, fit tant de mal à l'Europe et au monde entier.

A Yalta, il fut décidé du partage de cette Allemagne maléfique. Le réarmement de ce pays divisé pour des raisons de sécurité générale est l'oeuvre des quatre anciens alliés qui, malgré l'évolutions encourageante de la situation politique actuelle, se regardent toujours encore comme des chiens de faïence et se retanchent comme par le passé (bien trop récent encore) dans leurs blocs militaires, le Pacte de Varsovie et la Nato.

Du jour au lendemain, les habitants de l'ancien "Grossdeutschland" étaient devenus de braves, oh combien vertueux citoyens libres ou bien alors des communistes plus orthodoxes que les soviets.

L'autorité judiciaire - entachée de sang par son asservissement à la cause nazie, puis dégradée par son rôle servile pendant la période de dénazification d'après-guerre auquel elle s'était soumise sans réticence à l'Est comme à l'Ouest - n'est toujours pas capable de remplir en toute sérénité et neutralité ses fonctions.

Car, en R.D.A. également, les anciennes "grosses légumes" du parti nationalsocialiste et des criminels de guerre "repentis" avaient pu se caser en changeant tout simplement de couleur. Et de bruns, ils étaient devenus (les plus) rouges.

Gebranntes Kind scheut das Feuer ! Un enfant marqué par les flammes se méfie du feu !!

Qu'on nous permette donc de poser la question de savoir si cette perméabilité du Mur extorquée par la rue ou la débaptisation de la "SED" que certains ont l'intention de faire (pour sauver leurs privilèges ?), seront capables de faire de 17 millions de communistes convaincus, sectaires même, des électeurs imbus de démocratie. 60 ans de dictature sous la férule d'un Hitler d'abord, puis sous la main de fer d'un Ulbricht et d'un Honnecker, ont certainement laissé des traces qui ne peuvent s'effacer aussi vite que ce rideau de fer.

On croit percevoir le ton sinistre de la phraséologie d'un certain Schoenhuber, ce grand manitou des "Républicains" qui nous annonce le programme de son parti qu'il entend rendre public en janvier à Rosenheim. Retenons surtout que le but primaire de son parti reste pour lui la réunification des deux Allemagnes avec Berlin comme capitale unique. Et dans la phase finale (!!) de ses aspirations, il nous promet une grande Allemagne, neutre certes, mais bien armée;

Ces ratiars, ces charlatans, tous ces tribuns, comme tous ces autres séducteurs, avaient toujours une chance en Germanie. Et le slogan de M. Kohl aux dernières élections qui disait sans gêne "Nous sommes de nouveau quelqu'un !" n'en est pas moins significatif. Car ce "made in Germany" a recouvré toute sa valeur. Et en plus d'une circonstance (comme après Malte p.ex., la rencontre privilégiée du Bundeskanzler avec le président Bush, avant la réunion régulière de la Nato), ce genre d'égard particulier devrait nous donner de quoi réfléchir.

Rappelons aussi que, à part quelques emplâtres de consolation ou ces aveux platoniques du bout des lèvres, la question des réparations pour tout le mal matériel, corporel et psychique causé par l'Allemagne nazie a toujours été repoussée de façon "diplomatique" par la R.F.A. qui s'est toujours retranchée, obstinément, derrière le Moratoire de Londres.

La R.D.A., de son côté, n'a rien trouvé de mieux pour se soustraire à sa part dans cette lourde dette que de mettre en exergue ses prétendues réparations qu'elle aurait faites aux pays de l'Est.

Nous les enrôlés de force luxembourgeois, nous sommes d'avis que le moment est venu cette fois de donner la priorité au problème (toujours pas résolu) de ces crimes de guerre, perpétrés aussi bien par les nazis de l'Est que ceux de l'Ouest. Car il va plus que jamais de l'intérêt de ces millions de victimes du nazisme dans toute l'Europe.

Oui, le moment est venu pour nous de dire bien haut qu'un traité de paix, tenu pour tabou même par nos propres dirigeants, devra cette fois être conclu sans nouvelles tergiversations, sans nouveau sursis. Avant toute réunification, voire même avant la création d'une Maison commune de l'Europe.

Car, pour nous Luxembourgeois qui avons payé dans notre chair et dans nos biens les frais de cette agressivité outrancière, il nous semble pour le moins fort étrange - à présent - de voir cette Allemagne qui nous a fait l'affront de refuser la réparation des dommages causés par le 3^{me} Reich à notre peuple, venir maintenant à nos portes quémander notre aide morale et financière pour mener à bien - au-dessus de nos têtes - son plan de restauration d'une unité perdue.

Et c'est pour nous en fin de compte une ignominie révoltante de la part des successeurs de nos boureaux d'il y a 50 ans, non, de 45 ans à peine.